

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/2/Add.32/Rev.1

12 octobre 2000

(00-4190)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Révision

La délégation de la Bulgarie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord.

1. Conformément à l'article 15.2 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et compte tenu de la décision du Comité OTC du 14 juillet 1995 sur les exposés concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord, reproduite dans le document G/TBT/1/Rev.6 du 6 mai 1999, j'ai l'honneur de transmettre les renseignements ci-après au sujet des mesures prises par la République de Bulgarie aux fins de la mise en œuvre de l'Accord.

2. La loi sur la base de laquelle la République de Bulgarie a approuvé et a officiellement contracté les obligations découlant de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce est la Loi sur la ratification du Protocole d'accession de la République de Bulgarie à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce. Cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 24 octobre 1996 et a été publiée au Journal officiel n° 93 du 1^{er} novembre 1996 en vertu du Décret présidentiel n° 380 du 29 octobre 1996. L'Accord OTC est entré en vigueur pour la République de Bulgarie le 1^{er} décembre 1996.

3. La mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC sont fondées en outre sur les lois suivantes:

- Loi sur la normalisation, au niveau national du 4 juin 1999 (publiée au Journal officiel n° 55 du 18 juin 1999), qui régit l'application volontaire des normes, établit un conseil consultatif national de normalisation et énonce de nouvelles règles et procédures pour l'application des normes européennes et internationales;
- Loi sur les prescriptions techniques applicables aux produits, du 17 septembre 1999 (publiée au Journal officiel n° 86 du 1^{er} octobre 1999), qui régit la procédure à suivre pour établir des prescriptions techniques applicables aux produits devant être mis sur le marché ou en service, les obligations des personnes qui mettent des produits sur le marché ou en service, la procédure à suivre pour définir les droits et obligations des personnes chargées d'évaluer la conformité des produits aux prescriptions fondamentales, la surveillance technique du respect des prescriptions, règles et normes techniques relatives à la conception et à la sécurité de fonctionnement des équipements à risque aux stades de la conception, de la production, de l'importation, de l'installation, de la maintenance, de la réparation et de l'exploitation;

./.

- Loi sur les mesures, du 9 avril 1998 (publiée au Journal officiel n° 45 du 21 avril 1998 et modification publiée au Journal officiel n° 55 du 18 juin 1999), qui garantit l'unité, la traçabilité et l'exactitude des mesures des quantités physiques et réglemente la gestion et le contrôle des activités de mesure.
 - 4. L'obligation pour les autorités nationales compétentes de satisfaire aux prescriptions relatives aux procédures de notification énoncées dans l'Accord OTC est définie dans le Règlement du Conseil des ministres n° 307 du 27 décembre 1996 relatif à la coordination et à l'exécution des obligations découlant de l'accession de la République de Bulgarie à l'OMC. Conformément à ce règlement, la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC sont confiées à l'Agence publique de normalisation et de métrologie et la coordination au Ministère de l'économie.
 - 5. Le point d'information prévu à l'article 10 de l'Accord a été établi à l'Agence publique de normalisation et de métrologie.
 - 6. L'adresse et les numéros de téléphone et de télécopie du point d'information sont les suivants:

Agence publique de normalisation et de métrologie
21, rue du 6 septembre
1000 Sofia
Bulgarie

Téléphone: +359 2 981 44.51
Télécopie: +359 2 986 17.07
Courrier électronique: csm@techno-link.com
Contact: Violetta Veleva
 - 7. Le point d'information est pleinement opérationnel; il s'occupe des notifications et de l'échange d'informations, comme cela est prévu à l'article 10 de l'Accord OTC.
 - 8. Les travaux concernant les projets de normes, et leurs références après approbation, sont annoncés dans le Bulletin officiel de l'Agence publique de normalisation et de métrologie. Le texte des nouveaux règlements techniques adoptés est publié au Journal officiel.
 - 9. Le délai prévu pour la présentation, par d'autres Membres de l'OMC, d'observations écrites concernant les projets de règlements techniques, de normes ou de procédures d'évaluation de la conformité est de 60 jours, sauf dans certains cas où, selon l'urgence, il peut être allongé ou raccourci.
 - 10. Les activités concernant la normalisation, la métrologie, les essais, la certification et le point d'information national sur les OTC sont confiées à l'Agence publique de normalisation et de métrologie, qui est le principal organisme de normalisation en Bulgarie. Les statuts de l'Agence ont été adoptés en vertu du Règlement du Conseil des ministres n° 269 du 30 décembre 1999 transformant le Comité de normalisation et de métrologie en une agence publique. L'Agence est membre à part entière de l'ISO/CEI et est membre affilié de la CEN/CENELEC. Elle a accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes figurant à l'Annexe 3 de l'Accord OTC.
 - 11. Le Service bulgare d'accréditation, créé par le Règlement du Conseil des ministres n° 228 du 13 octobre 1998 et transformé en une agence exécutive (entité juridique distincte relevant du Ministère de l'économie) par le Règlement du Conseil des ministres n° 270 du 30 décembre 1999, est l'organe national chargé de l'accréditation des laboratoires d'essai et de calibrage et des organismes responsables de la certification des produits, des systèmes d'assurance de la qualité et du personnel.
-